

## UNE MOBILISATION INTERNATIONALE POUR UNE PROBLÉMATIQUE MONDIALE (2/4)

### Les grandes dates de la négociation internationale (2/2)

#### Comment s'organisent les 159 pays du protocole de Kyoto ?

En union ou en groupe, ils défendent des positions et politiques communes :

- le « Groupe de l'ombrelle » ou « du parapluie » : États-Unis, Canada, Australie, Japon, Nouvelle-Zélande et Russie. Ils réclament le plus de flexibilité possible dans l'application de leurs engagements (comptabilisation des puits de carbone, commerce des permis d'émission...) et le minimum de règles de sanctions pénalisantes en cas de non-respect des dits engagements ;
- l'Union Européenne et les pays d'Europe de l'Est : ils défendent un protocole fort, limitant les mécanismes de flexibilité et s'équipant d'un système de sanctions solides ;
- l'AOSIS : regroupement de petits États insulaires, premiers concernés par le réchauffement climatique et la montée des eaux ;
- le G77 et la Chine : ensemble de pays disparates dans leurs intérêts (pays pétroliers, pays émergents, pays « les moins avancés »...) mais s'accordant sur la nécessité des pays riches à respecter leurs engagements. Les points de désaccord concernent les puits de carbone et le marché des permis d'émission.

#### 2000 : le sommet de la Haye ( Pays-Bas)

La tentative de définition des modalités d'application du protocole de Kyoto échoue.

Les principaux désaccords opposent Européens et Américains sur la mise en œuvre des mécanismes de flexibilité, et plus particulièrement sur la prise en compte du reboisement comme puits de carbone.

L'échec de la négociation aboutit à un report de l'accord sur les modalités de mise en œuvre du protocole de Kyoto et au retrait des États-Unis, réclamant une renégociation du protocole.

#### 2001 : les accords politiques de Bonn (Allemagne), les accords et la déclaration de Marrakech (Maroc)

À Bonn, malgré le retrait des États-Unis, les pays s'accordent sur les modalités de mise en œuvre du protocole de Kyoto :

- soutien financier renforcé des pays du Nord aux pays du Sud ;
- adoption du principe de sanctions en cas de non-respect des engagements.

Après le retrait des États-Unis, les autres pays de l'Ombrelle sont invités à rejoindre les pays de l'Union Européenne et d'Europe Centrale.

À Marrakech, la rencontre aboutit :

- à l'adoption de l'ensemble des règles juridiques nécessaires à la ratification et à la mise en œuvre effective du protocole de Kyoto ;
- au démarrage du mécanisme de développement propre : une entreprise d'un pays du Nord, soumise à un quota d'émissions, peut financer un projet de nature à réduire les émissions de gaz carbonique dans un pays du Sud et récupérer ainsi des crédits d'émissions ;
- à la définition du fonctionnement du marché des permis d'émissions.

Elle ouvre la voie à la ratification du protocole, attendue pour fin 2002.

Si les objectifs fixés par le protocole de Kyoto sont bien inférieurs à ce qu'il serait souhaitable (selon les experts, il faudrait réduire nos émissions de 60 à 80 % par rapport à 1990 !), la rencontre de Marrakech marque une étape importante dans l'histoire de la négociation internationale et dans le long processus de réduction d'émissions de gaz à effet de serre.